

poser cette question en des termes conformes au Règlement de la Chambre. Le député voudra sans doute la reformuler. Je tiens à être juste.

M. Reilly: Le ministre a-t-il l'intention de faire en sorte que les militaires en service au Vietnam touchent un supplément de solde équivalent à ce qui est versé dans les mêmes circonstances aux fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà déclaré à la Chambre que les militaires en mission au Vietnam touchent une indemnité mensuelle de service à l'étranger de \$150 pour les célibataires à \$180 pour les hommes mariés, outre leur solde et les allocations réglementaires. Les indemnités versées aux fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures diffèrent sous certains rapports, mais nous supposons toujours ne rester là-bas que 60 jours et ces dispositions ne sont pas encore définitives.

M. Reilly: Étant donné la situation de ces militaires, envisage-t-on de modifier leur indemnité de service à l'étranger pour la rendre conforme à celle des fonctionnaires des Affaires extérieures travaillant dans les mêmes circonstances?

L'hon. M. Richardson: Monsieur l'Orateur, j'en discuterai avec mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ainsi qu'avec le gouvernement.

* * *

LES FINANCES

LE PROJET AMÉRICAIN DE SURTAXE ET LE MALAISE DU DOLLAR—LES ENTRETIENS AVEC LE SECRÉTAIRE DU TRÉSOR

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances suite à sa déclaration concernant sa conversation téléphonique de ce matin avec le secrétaire du Trésor des États-Unis. Puisqu'il est évident que le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pris aucune mesure à cet égard, je demande au ministre des Finances s'il a parlé avec le secrétaire du Trésor de la question de toute surtaxe que les États-Unis pourraient imposer à leurs partenaires commerciaux? Le ministre a-t-il fait des démarches à ce sujet?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le secrétaire du Trésor et moi-même avons convenu que le but de notre conversation était de tenir le Canada au courant des intentions américaines et que,

Questions orales

pour le moment, le caractère de la conversation demeurerait confidentiel.

* * *

LES PÉNITENCIERS

KINGSTON—DEMANDE DE DÉPÔT DU RAPPORT SUR L'ÉMEUTE

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Comme son ministère a eu cinq mois pour étudier le rapport sur l'émeute qui s'est produit au pénitencier de Kingston, il y a environ deux ans, le ministre a-t-il décidé si ce rapport peut être publié? Dans l'affirmative, quand le sera-t-il? Dans la négative, peut-il nous en donner la raison?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, nous espérons publier très bientôt un communiqué concernant ce rapport. Je dois ajouter que je ne connais la question que depuis deux mois environ.

M. O'Sullivan: Le ministre peut-il dire à la Chambre si le rapport a été déféré aux autorités du pénitencier de Kingston avec la recommandation de donner suite aux conclusions de la commission?

L'hon. M. Allmand: Pas précisément, monsieur l'Orateur, même si les autorités du pénitencier ont déjà pris des mesures. Ce n'est toutefois pas à la suite du rapport.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA QUESTION DE L'INDEXATION DES PENSIONS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question au président du Conseil du Trésor. Comme les renseignements qui paraîtront dans le hansard d'aujourd'hui en réponse à ma question n° 10 inscrite à l'ordre du jour indiqueront que le solde créditeur du compte des prestations supplémentaires de retraite augmente par bonds et par sauts, le ministre envisage-t-il de remettre en question la hausse ou la suppression du plafond imposé à l'augmentation annuelle des pensions des fonctionnaires à la retraite et des autres personnes dans les catégories connexes?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore vu la réponse dont parle l'honorable député, mais je crois qu'on ajoutera au bas de celle-ci une note indiquant que les allocations du compte sont celles qui, de l'avis des actuaires, sont nécessaires pour remplir les obligations courantes et à long terme.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le ministre doit faire allusion à un autre document parce que la note en question n'existe pas sur celui-ci. Peut-être pourra-t-il examiner l'affaire et étudier ma question.